

les attitudes. Somme toute, ce sont nos attitudes les uns envers les autres qui détermineront, au fond, les changements à apporter à notre politique et à nos lois, et même à la forme de notre Constitution, et non pas vice versa. Ce sont ces attitudes-là qui, en fin de compte, détermineront si nous voulons rester ensemble comme Canadiens, et comment. Voilà pourquoi des attitudes plus saines et une meilleure compréhension sont de toute première nécessité pour réaliser l'unité canadienne.

...Plutôt que de s'alarmer inutilement de la possibilité que leurs problèmes soient désormais négligés, les Canadiens de l'Ouest devraient, au contraire, trouver dans cet événement une nouvelle source de réconfort. Ce scrutin, en effet, a ouvert la voie au changement, et il permet à chacun de travailler ardemment à l'unité du pays. Le gouvernement fédéral sait bien qu'on ne pourra atteindre cet objectif si les besoins et les aspirations de l'Ouest ne sont pas satisfaits, de même que ceux et celles des Canadiens des Maritimes et d'ailleurs.

Et qui sait si le 15 novembre ne permettra pas finalement de s'entendre sur les modifications majeures qu'il convient d'apporter à nos institutions? De nombreux Canadiens de l'Ouest, d'ailleurs, caressent cet espoir. Ces modifications devront profiter à tous les Canadiens. Le défi que pose cette élection à l'unité nationale représente donc pour l'Ouest, et cela au même titre que pour tous les Canadiens, une chance extraordinaire de tirer le meilleur parti du pacte confédéral. Quant à moi, j'ai l'intention d'inviter tous les Canadiens, y compris les Québécois, à redoubler d'efforts pour mieux comprendre les aspirations et les besoins particuliers de l'Ouest.

J'en viens maintenant à une question qu'il importe beaucoup au Canada que l'Ouest et d'autres régions du pays comprennent bien. Je pense à ce qui est arrivé au Québec et à l'importance vitale de l'égalité linguistique pour l'unité nationale.

Ce que veulent les Québécois

Ce que les Québécois veulent de la Confédération ne diffère guère des exigences des autres Canadiens: une plus grande égalité des chances, une vie décente pour eux-mêmes et un avenir intéressant pour leurs enfants. Certaines gens ont aussi constaté des ressemblances frappantes entre les

réclamations des Canadiens de l'Ouest et celles des Québécois. Entre autres, les griefs relatifs à l'incertitude qui pèse sur l'avenir des uns et des autres et aux obstacles qui limitent l'accès aux postes supérieurs; les plaintes relatives à l'isolement et à la non-participation aux décisions; enfin, le reproche qu'on fait au gouvernement fédéral et aux milieux d'affaires de ne pas refléter suffisamment les valeurs et les aspirations des uns et des autres.

Pour résumer, les Québécois ont le sentiment de ne pas profiter pleinement des bienfaits de la société canadienne, sentiment analogue à celui de beaucoup de gens de l'Ouest au sujet de la place qui leur est faite au Canada.

La différence est que les gens de l'Ouest rattachent ces sentiments à des questions de géographie ou de structure économique nationale, alors qu'au Québec on les relie à la question linguistique. Pour vous aider à mieux comprendre ce phénomène... je veux essayer de rétablir certains faits qui ont trait au Québec, et dissiper certains malentendus relatifs au rôle que joue la langue dans cette province. Car autant il est vrai que certains Québécois se représentent toujours Calgary avec des trottoirs de bois, autant il est vrai aussi que certains Canadiens de l'Ouest se font encore une idée folklorique du Québec.

La Révolution tranquille

Les Québécois ne cherchent pas seulement une autonomie passive. Autrefois, le Québec était une société en grande partie rurale et isolée. Survint la Révolution tranquille qui, modernisant le Québec vit, pour la première fois et sur une grande échelle, des anglophones et des francophones canadiens en concurrence autour d'objectifs communs: des emplois et des postes de direction dans les grandes entreprises et la fonction publique, le progrès technique et la croissance urbaine.

Cette concurrence est une des meilleures choses qui se soient jamais produites au Québec. Pour cela, il a fallu effectuer un spectaculaire rattrapage avec le reste du pays, avec le reste de l'Amérique du Nord, par des réformes administratives, pédagogiques, sociales et économiques. Cette vigoureuse opération réalisée "à la force du poignet" est sûrement quel-

que chose que les Canadiens de l'Ouest peuvent comprendre et apprécier, eux qui ont construit si grand et si vite, eux qui ont un sens si vif de l'initiative. Tout cela fut mis en chantier au Québec de façon très dynamique, il y a moins de vingt ans, et se poursuit toujours.

Mais il fallait aussi autre chose. La concurrence ne peut jouer que si les gens ont le sentiment de rivaliser à chances égales. Tel n'est toujours pas le sentiment des Québécois, et il n'est pas difficile de voir pourquoi.

Des faits significatifs

La population du Canada est à 27 p. cent francophone. Pourtant, dès le début des années 1970, des études montraient que la proportion des cadres supérieurs francophones, à l'échelle nationale, était de moins de 9 p. cent dans le secteur privé et de moins de 15 p. cent dans la fonction publique fédérale. La population du Québec est francophone à plus de 80 p. cent. Cependant, un important homme d'affaires québécois disait récemment que des 104 sociétés commerciales les plus considérables du Québec, seulement quatre comptent cinq Canadiens français ou plus, au nombre de leurs cadres supérieurs, et que 43 de ces sociétés n'emploient pas un seul Canadien français parmi leurs principaux gestionnaires.

Depuis plus d'un siècle, les milieux d'affaires anglo-canadiens de Montréal dominant l'économie québécoise. Ils ont été d'un apport très précieux au Québec. Mais c'est dans les dernières années seulement qu'ils ont commencé à reconnaître, d'une façon concrète, que l'égalité économique est essentielle à la majorité francophone de la province.

...Il faut trouver des solutions équitables et souples au problème de la langue au Québec, des solutions qui reconnaissent qu'un million de Québécois anglophones veulent, comme ils en ont le droit absolu, continuer à vivre dans leur province comme des citoyens de première classe; des solutions qui assurent en même temps une place préminente à la langue de la majorité francophone sur le marché du travail, dans le système d'éducation et dans la fonction publique.

Essayez de vous mettre à la place du Québécois francophone moyen. A Winnipeg ou à Calgary, un jeune technicien ou commis s'attendrait-il à être